

Unité départementale des Bouches du Rhône
Pôle d'activités Aix-en-Provence
30 rue Albert Einstein
Bâtiment G - CS 90448
13592 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3

MARSEILLE, le 07 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SEMAG

Pôle d'activités Yvon Morandat
1480 avenue d'Arménie
13120 Gardanne

D/SPR/VJ/785/2023

Références : D-0904-AIX-2023

N° AIOT : 0006401124 P1 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2023 dans l'établissement SEMAG implanté La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMAG
- La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne
- Code AIOT : 0006401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux, autorisée pour le stockage de 53 000 tonnes de déchets par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réception de la nouvelle sous alvéole 3.2 avant mise en service (réception des déchets) conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
- Gestion des lixiviats

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------|--|--|-----------------------|
| 9 | Gestion des lixiviats | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11. III. | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8 | / | Sans objet |
| 2 | Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9. I. | / | Sans objet |
| 3 | Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9. II. | / | Sans objet |
| 4 | Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9. III. | / | Sans objet |
| 5 | Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11. I. | / | Sans objet |
| 6 | Contrôles préalables à la mise en service des équipements | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18 | / | Sans objet |
| 7 | Contrôles préalables à la mise en service des équipements | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20. I. | / | Sans objet |
| 8 | Gestion des lixiviats | Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.5.6 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a procédé, en date du 05 avril 2023, à la visite d'inspection requise avant mise en service d'une nouvelle alvéole.

Constats réalisés :

Sur le fondement du dossier de conformité référencé n°122244 du 23 février 2023 produit par l'organisme tiers AnteaGroup, l'inspection a pu constater que :

- la côte de fond du casier correspond à celle définie dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2006,
- des photographies attestent de la mise en œuvre de la barrière de sécurité passive argileuse, du géosynthétique bentonitique, placés sous la géomembrane PEHD, recouverte par le géotextile

drainant,

- les mesures de perméabilité de la barrière de sécurité passive argileuse ont été réalisées suivant des normes adaptées et ont mis en évidence des résultats tous inférieurs à l'objectif de coefficient de perméabilité de 1.10-9 m/s,
- un levé topographique démontre que l'épaisseur de la barrière de sécurité passive argileuse est partout supérieure à 1 m, et que celle de la couche drainante de ballast est partout supérieure à 0,5 m,
- l'organisme tiers a effectué un contrôle extérieur des soudures de la géomembrane PEHD sans détecter de défaut,
- tous les poseurs étant intervenus sur la barrière de sécurité active (géomembrane PEHD) étaient en possession d'une accréditation ASQUAL (certification qualité),
- un dispositif de contrôle permet de s'assurer de l'écoulement gravitaire des lixiviats de la sous alvéole 3.2 vers la sous alvéole 3.1 et du fonctionnement des équipements de pompage des lixiviats.

Sur le terrain, l'inspection a vérifié l'absence d'incohérence entre le contenu du dossier de conformité produit par l'organisme tiers et les structures observables du casier.

Conclusions de l'inspection :

Considérant que le respect des prescriptions réglementaires et des normes en vigueur est en premier lieu de la responsabilité de l'exploitant, l'inspection des installations classées a procédé à la vérification documentaire par sondage du dossier technique n°122244 du 23/02/2023, relatif aux travaux réalisés pour la constitution de la sous alvéole 3.2 de l'ISDND SEMAG à Gardanne. À l'issue de ce contrôle par sondage, l'inspection n'émet aucune observation.

Cet examen documentaire a été complété par une visite d'inspection sur site en date du 05/04/2023 qui n'a pas révélé d'incohérence entre les constats visuels réalisés et les éléments présentés dans le dossier de conformité.

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la réception de la sous alvéole 3.2 du casier Malespine 2.

En ce qui concerne la gestion des lixiviats, l'inspection a constaté que le pré-traitement mis en oeuvre sur les lixiviats bruts ne permet pas d'atteindre la VLE en AOX définie à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, alors que ces polluants ne pourront être convenablement traités par la STEP recevant les lixiviats pré traités. **Cela constitue une non-conformité à l'arrêté ministériel, il est donc proposé une mise en demeure afin que l'exploitant réalise un état des lieux précis de son autosurveillance relative aux lixiviats, consolide les performances attendues de son unité de prétraitement pour les micro et macro polluants (en situant si nécessaire les performances pour les macro polluants vis à vis des VLE définies à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998), puis mette en oeuvre les dispositions techniques permettant de respecter les VLE applicables.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réception alvéole 3.2 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur. Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.</p> <p>Constats : Le contrôle extérieur de la perméabilité de la BSP (barrière sécurité passive) a été réalisé par SOCNA SOL :</p> <p>Les essais réalisés par SOCNA SOL sont conformes à l'objectif ($K < 10^{-9}$ m/s) :</p> <p>Essais à l'anneau fermé, selon norme NFX 30-420 :</p> <p>⊗ A1-1 : 6,12 10^{-12} m/s (couche 1) ⊗ A1-2 : 1,82 10^{-11} m/s (couche 1) ⊗ A1-3 : 6,78 10^{-12} m/s (couche 1) ⊗ A2-1 : 1,44 10^{-11} m/s (couche 2) ⊗ A2-2 : 2,39 10^{-11} m/s (couche 2) ⊗ At-1 : 1,03 10^{-11} m/s (remontée latérale) ⊗ A3-1 : 6,17 10^{-10} m/s (couche 3) ⊗ A3-2 : 2,28 10^{-10} m/s (couche 3) ⊗ A3-3 : 2,87 10^{-11} m/s (couche 3) ⊗ A3-4 : 5,69 10^{-11} m/s (couche 3)</p> <p>Essais en forage fermé, selon norme NFX 30-425 :</p> <p>⊗ F1 : 3,81 10^{-10} m/s (liaison couches 1, 2 et 3) ⊗ F2 : 9,82 10^{-10} m/s (liaison couches 1, 2 et 3) ⊗ F3 : 3,95 10^{-10} m/s (liaison couches 1, 2 et 3) ⊗ F4 : 2,57 10^{-10} m/s (liaison couches 1, 2 et 3) ⊗ F5 : 2,54 10^{-10} m/s (liaison couches 1, 2 et 3)</p> <p>Contrôle des épaisseurs de la BSP : Le plan de récolement montre que l'argile de la BSP a été remontée de 2 m par rapport au fond d'alvéole contre le terrain naturel (3 m par rapport à l'arase de terrassement) et présente une épaisseur de 1 m en tout point en fond mais aussi en flanc sur les remontées de 2 m formant la cuvette.</p> <p>La barrière passive naturelle (5 m de matériaux présentant une perméabilité inférieure à 1.10^{-6} m/s) a été substituée par une couche de géosynthétique bentonitique (GSB) BENTOFIX NSP 6000, de masse surfacique 5 kg/m² et de perméabilité $< 5.10^{-11}$ m/s, conformément à l'équivalence démontrée dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>o Talus (de bas en haut) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Géocomposite de drainage TERADRAIN F16 T1 ➤ Géosynthétique bentonitique GSB BENTOFIX NSP 6000 de masse surfacique 5 kg/m² et de perméabilité $< 5.10^{-11}$ m/s |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9. I. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réception alvéole 3.2 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active".Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p> |
| <p>Constats : La mise en place de la barrière de sécurité active a fait l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la mise au point d'un PAQ préalable - de la conception des détails de mise en œuvre, notamment la justification de la tranchée d'ancrage en tête de talus (dimensions nécessaire pour reprendre les efforts) - de l'agrément préalable des produits positionnés comme suit : <ul style="list-style-type: none"> o Fond d'alvéole (de bas en haut) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Géomembrane PEHD SOLMAX 2 mm (Asqual) ➤ Géotextile anti-poinçonnant TENCATE P120 (Asqual) 1200 g/m² o Talus (de bas en haut) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Géomembrane PEHD SOLMAX 2 mm (Asqual) ➤ Géotextile anti-poinçonnant TENCATE P120 (Asqual) 1200 g/m² <p>Contrôle de la pose : La qualité du support de pose a fait l'objet d'une réception par l'étancheur avant de démarrer la pose. L'ensemble des rouleaux constitutifs a fait l'objet d'une vérification lors de la réception et du stockage sur site. La localisation et la numérotation des soudures a fait l'objet d'un plan de récolement ; aucune soudure horizontale n'a été réalisée dans un talus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% des soudures ont été testées dans le cadre du contrôle interne de l'entreprise suivant les règles de l'art - Au moins 80% des soudures ont été contrôlés en contrôle extérieur par ANTEA GROUP suivant les règles de l'art ; ce contrôle s'est également porté sur le stockage, les conditions générales de pose, les procédures d'étalonnage, les points multiples et particuliers. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9. II. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réception alvéole 3.2 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. |
| Constats : Une couche de drainage en matériau naturel roulé 20/60 mm a été mise en place. Son épaisseur de 50 cm a été contrôlée par levé topographique. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9. III. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réception alvéole 3.2 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. |
| Constats : Utilisation d'un Géotextile anti-poinçonnant TENCATE P120 (Asqual) 1200 g/m ² entre fond de casier et couche drainante et sur les flancs du casier. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11. I. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réception alvéole 3.2 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. |
| Constats : Les drains noyés dans la couche de drainage sont en PEHD SDR 11 de diamètre 200 mm. Le réseau de la sous-alvéole 3.2 est connecté à l'axe principal. Ces drains convergent gravitairement vers l'ouvrage de contrôle en point bas, à partir duquel leur inspection et leur entretien peut être entrepris, puis vers le puits de pompage de la sous alvéole 3.1. Une vanne de sectionnement permet d'isoler ce réseau. L'ouvrage de contrôle est composé d'éléments de tube en PEHD SDR 26 diamètre 800 mm dans lesquels la pompe est positionnée. Ces éléments sont protégés des agressions mécaniques par des buses externes en béton. Les éléments béton et PEHD sont ajourés pour permettre le passage des lixiviats vers l'ouvrage de contrôle et donc les drains. La pompe du puits de pompage a une capacité de 20 m3/h et une hauteur manométrique adaptée au site, elle est reliée à un tuyau d'évacuation qui rejoint le réseau d'évacuation des lixiviats vers le bassin dédié. Une vanne de sectionnement permet d'isoler ce réseau. Le niveau de lixiviat en fond de casier est contrôlé par un capteur de niveau automatisé qui transmet l'information de façon à respecter les 30 cm maximum en fond de casier. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réception alvéole 3.2 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné. Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur. Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation. L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme. |
| Constats : L'exploitant a confié à SOCNA SOLS une mission de contrôle de la perméabilité de la Barrière de Sécurité Passive (B.S.P.) de la sous alvéole 3.2 de l'I.S.D.N.D. de Malespine. Les mesures du coefficient de perméabilité des essais en forage (norme NF X30-424) et en simple anneaux fermés (norme NF X30-420) présentent des valeurs comprises entre 6,12.10-12 m/s et 9,82.10-10 m/s. La Barrière de Sécurité Passive de l'alvéole 3.2 de l'I.S.D.N.D. de Malespine est conforme à l'Arrêté Ministériel de 2016 et à l'Arrêté Préfectoral du site. La barrière passive naturelle (5 m de matériaux présentant une perméabilité inférieure à 1.10-6 m/s) a été substituée par une couche de géosynthétique bentonitique (GSB) BENTOFIX NSP 6000, de masse surfacique 5 kg/m ² et de perméabilité < 5.10-11 m/s, conformément à l'équivalence démontrée dans le dossier de demande d'autorisation. L'exploitant a transmis dans le dossier un plan des relevés altimétriques de l'aménagement de la sous alvéole 3.2. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20. I. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réception alvéole 3.2 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) ; |
| Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, en date du 16 mars 2023, le rapport de conformité des travaux de la sous-alvéole 3.2, rédigé par la société AnteaGroup le 23 février 2023. Ce document s'attache à vérifier la conformité des travaux de création de la sous-alvéole 3.2, vis-à-vis de l'arrêté préfectoral n°1225-2011 PC du 31 Août 2011 et de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Gestion des lixiviats

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.5.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets lixiviats |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant consigne dans un registre les éléments concernant la gestion des lixiviats : quantité produite, lots constitués, composition, traitements effectués, destination. |
| Constats : L'exploitant consigne les éléments concernant la gestion des lixiviats. En 2022, 1 264 m ³ ont été envoyés à la station d'épuration et 852 m ³ ont été traités par Nucléos (évaporation par la récupération de la chaleur du moteur de valorisation des biogaz). L'exploitant enregistre l'ensemble des analyses liées à la compostion des lixiviats dans un registre chronologique. Les concentrations au dessus des valeurs limites acceptables sont identifiées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Gestion des lixiviats

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11. III. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets lixiviats |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe I. |
| Constats : Sur les analyses des lixiviats bruts envoyés en STEP en 2022, on observe des dépassements récurrents sur les COT (entre 7 à 10 fois plus que la valeur limite de 70 mg/l) et sur les AOX (jusqu'à 2 fois supérieurs à la valeur limite de 1 mg/l). Suite aux observations de l'inspection en fin d'année 2019, la SEMAG a confié au BET EODD Ingénieurs Conseils une mission de maîtrise d'œuvre pour la mise en œuvre d'une installation de pré-traitement des lixiviats avant le rejet en station d'épuration sur l'ISDND de Malespine. De nombreux essais ont été réalisés jusqu'en août 2022, il apparaît que 3 paramètres restent problématiques : les AOX, l'arsenic et le fer. L'inspection a rappelé lors d'une réunion sur site en décembre 2022, que du fait que l'installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants (MES; DBO5 ; DCO ; Azote global et Phosphore total), restent les mêmes que celles définies à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 pour un rejet dans le milieu naturel. En ce qui concerne les macropolluants, les VLE modifiées pourront être fixées par un arrêté préfectoral, sur la base des performances attendues de l'unité de prétraitement, et en fonction des modalités prévues à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Etant donné que le pré-traitement mis en oeuvre sur les lixiviats bruts ne permet pas d'atteindre la VLE en AOX définie à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, alors que ces polluants ne pourront être convenablement traités par la STEP recevant les lixiviats pré traités, il est proposé une mise en demeure demandant les actions suivantes : 1/ Au vu de son autosurveillance et de l'efficacité du prétraitement, l'exploitant devra conclure sur la situation des rejets prévus en micro et macro polluants vis-à-vis des VLE applicables (annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998). A ce titre, l'exploitant transmettra notamment les résultats de l'essai en continu réalisé courant du mois de novembre 2022 sur la station de prétraitement. Il est également attendu un argumentaire de la STEP quant à la possible acceptation de fortes concentrations en fer, par ailleurs utilisé dans son process. En cas d'accord de rejet avec la STEP, la convention de rejet signée par les deux parties sera transmise. 2/ L'exploitant devra aussi transmettre une pré-étude évaluant la possibilité d'un post-traitement des AOX ou une première évaluation technique d'un traitement externe des lixiviats. 3/ En fonction des conclusions des études sus-mentionnées, l'exploitant devra organiser un traitement externe de ses lixiviats ou mettre en oeuvre un post-traitement permettant de satisfaire aux VLE applicables. Un dossier de porter à connaissance sera transmis la cas échéant relativement à la mise en oeuvre pérenne d'un prétraitement des lixiviats. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |